

Conseil communautaire du 12 avril 2018

Débat sur la fusion des universités normandes

Intervention de Jean-Paul LECOQ

- Ne nous y trompons pas, derrière ce projet de fusion universitaire, revient sur la table la place et le rôle que, dans certains milieux, on confère à l'agglomération havraise dans l'organisation régionale.
- Les havrais connaissent trop bien cette vieille orientation qui vise à développer sur l'Estuaire que des activités complémentaires à celles organisées sur Rouen.
- Et ce n'est pas une question politique, je veux dire de couleur politique. C'est une question territoriale. D'équité territoriale. André Duroméa et Daniel Colliard, tout comme Antoine Rufenacht ou Edouard Philippe lorsqu'il était maire, ont tous été confrontés à cette logique de satellisation du Havre autour du pôle rouennais qui, en raison de son statut de préfecture, aurait vocation à aspirer les fonctions centrales.
- D'ailleurs, clin d'œil de l'histoire, avec la réunification régionale, on peut noter que Rouen est à tour victime de cette logique de centralisation et de satellisation au profit de la nouvelle capitale régionale à Caen.
- Sur le plan universitaire, cela a conduit, durant des années à voir le projet d'université du Havre subir des freins des plus divers. Il était alors écrit que Le Havre, en raison de son tissu industriel et portuaire, avait une vocation naturelle à accueillir des enseignements technologiques et encore, si ces derniers se limitaient à ce qui touche de près ou de loin la maritime. Un point c'est tout.
- Il en aura fallu des années et des démarches unanimes de la communauté havraise pour créer l'université du Havre et y implanter des filières existantes à Rouen. L'un des principaux arguments

utilisés et finalement entendu, reposait sur le poids démographique de notre bassin de vie et d'emplois.

- Sans cette mobilisation havraise, nous n'aurions pas ici de diplômes de gestion, d'économie, de droit, d'anglais, de sciences humaines ou de lettres.
- Et d'ailleurs la réciprocité est également vraie car Rouen n'aurait pas non plus aujourd'hui de départements d'IUT identiques aux nôtres.
- Or, le projet de fusion universitaire vise justement à en revenir au principe de spécialisation, de complémentarité qui, nous le savons bien, sert d'abord le plus gros, le plus fort au détriment du plus petit, du plus récent.
- C'est un retour en arrière que nous ne pouvons pas accepter dès lors que l'on se place du point de vue des intérêts de nos populations, de nos jeunes, de nos entreprises.
- Une fusion, ce n'est pas un mariage où chacun met en commun ses atouts en gardant ses propres spécificités. Une fusion est un processus qui vise à transformer l'état de départ, à rationaliser pour reprendre un mot à la mode. La logique d'abaissement des coûts l'emportant toujours sur celle de la bonne satisfaction des besoins.
- En cas de fusion, les services répondant à des fonctions analogues sont regroupés sur le site principal. Les filières sont réparties entre les sites et les crédits sont affectés proportionnellement au poids de chaque site.
- A cette logique destructrice pour notre université, pour le service public et pour notre agglomération répondons par le renforcement des collaborations qui existent déjà d'ailleurs, entre les sites universitaires.
- Répondons qu'à l'heure où l'économie semble appeler à plus de souplesse, d'adaptation, de sur mesure sous l'effet notamment des

start-up et des PME à consolider, la création de mégas universités ne va pas dans le sens souhaité.

- Répondons que l'université du Havre a prouvé sa pertinence, elle a fait ses preuves, et n'a pas à subir de retour en arrière.